

une privation forcée. S'il est nécessaire de dénoncer les abus de certaines entreprises qui sont des monopoles, ce n'est pas en les remplaçant par des sociétés d'État, qui sont d'autres monopoles inefficaces et presque toujours largement déficitaires, que les consommateurs y trouveront quelque avantage, si petit soit-il.

Un système économique capable de maintenir le stimulant-profit raisonnable tout en assurant une distribution adéquate des biens produits servirait à la fois les intérêts des producteurs et des consommateurs. Au lieu de critiquer l'entreprise privée, regardons ce qui peut être amélioré. Ayant voulu faire accomplir par l'entreprise privée des choses qui ne sont pas de son ressort, les gouvernements à tous les paliers l'ont entourée d'une bureaucratie étouffante qui l'empêche de fonctionner et de donner tout son rendement. Il serait plus approprié de hurler contre la bureaucratie dont tout le monde est fatigué plutôt que de critiquer l'entreprise privée. De plus, le coût de cette bureaucratie inefficace est énorme et augmente de jour en jour. Il n'est donc pas étonnant que les budgets des gouvernements soient en hausse constante sans que les services soient augmentés. Le coût de la bureaucratie est ajouté au coût des produits et, en dernier ressort, ce sont le consommateur et le contribuable qui doivent acquitter la facture.

Nous constatons assez régulièrement que les entreprises canadiennes signalent à l'attention du gouvernement, sous forme de mémoire ou autres moyens de pression, les modifications qui devraient être apportées à la loi afin d'assurer l'exploitation des industries existantes et la création de nouvelles. Il faudrait nécessairement que nos administrateurs tiennent compte des instances des dirigeants de l'industrie et orientent la loi de façon à permettre à tous les intéressés de contribuer avantageusement à l'amélioration des conditions économiques et diminuer le taux de chômage qui est devenu le problème numéro 1 au Canada.

Parmi le million et plus de petites entreprises indépendantes au Canada, la plupart sont de petites exploitations et beaucoup sont à propriétaire unique. Au plan numérique, ces dernières sont les plus nombreuses. Bien que plus de 90 p. 100 des sociétés canadiennes emploient moins de 200 personnes chacune, elles représentent collectivement 65 p. 100 de la main-d'œuvre du pays. Dire que la petite entreprise est l'épine dorsale de la vie économique au Canada n'est pas l'énoncé d'une banalité. C'est exact. Nonobstant son impact en ce qui a trait à l'emploi, comme nous venons de le voir, la petite entreprise peut offrir des solutions aux crises socio-économiques comme la migration vers les centres urbains ou la qualité de la vie.

Dans un article publié dans le journal de ma région, le *St-Laurent*, le 9 février 1977, sous le titre:

Industrialisation, maturité et modération . . .

. . . on signalait divers facteurs qui contribuent beaucoup à l'implantation de nouvelles industries.

Les circonstances se prêtent bien pour citer quelques passages de cet article. Voici:

Parmi les avantages, mentionnons le climat de sécurité et de stabilité recherché par l'industriel pour que celui-ci ait la conviction d'effectuer un investissement sûr et durable.

La mentalité d'accueil de la collectivité—autorités locales et population—à l'endroit de l'entreprise qui vient s'y établir; la perception par les leaders et les citoyens de l'apport d'une entreprise à l'économie de la localité où elle existe; la volonté des travailleurs de cette industrie d'en assurer non seulement le bon fonctionnement mais aussi la progression au prix d'un sens des responsabilités et

Commerce extérieur

d'une compréhension qui peuvent aller parfois jusqu'à des sacrifices volontairement consentis sont aussi des atouts à ne pas exclure du jeu, surtout à une période comme celle que nous traversons, période durant laquelle les ouvertures d'emplois se font rares.

L'industrialisation, pour les milieux qui la souhaitent, c'est aussi une affaire de maturité et de modération.

Maturité ici doit être interprété comme ce sens des réalités qui, chez les simples citoyens comme chez les leaders et les chefs de gouvernement, peut se décrire comme un sens du concret et un sérieux qui amènent à discerner entre le réel et le rêve en couleurs, entre ce qui peut porter atteinte au bien commun et ce qui ne doit être raisonnablement accepté dans une optique de mieux-être collectif.

Et plus loin, en parlant à la dimension du Canada, sur un thème de modération, on signale qu'il a souvent été mentionné:

Que les exigences excessives des syndicats en matière de salaires et de bénéfices marginaux pour leurs membres travaillant dans le secteur de l'industrie, à divers endroits du pays, sont largement responsables du taux extrêmement élevé des coûts de production, ce qui rend nos produits de moins en moins concurrentiels sur le plan international.

Revenant à la dimension locale, on ajoute:

Qu'il est non seulement important que le milieu soit accueillant pour les industriels, il faut en outre que la force ouvrière comprenne que par des exigences salariales excessives, elle peut parfois nuire à l'expansion de l'entreprise et diminuer sa compétitivité sur les marchés d'écoulement du produit manufacturé par l'entreprise.

Le problème des salaires que doit payer l'employeur aux membres de son personnel est le problème clé de toute entreprise. Il est la cause du succès, des grèves et source constante de difficultés. On oublie souvent que le salaire est un instrument souple, toujours perfectible avec lequel un administrateur habile peut s'assurer les bons services et le respect de ses employés. L'administration peut éviter, par ce moyen, de se voir poser constamment le problème épineux de la discipline et ainsi diminuer considérablement les pertes et les frais d'entretien. Souvent, une bonne administration du salaire, plus que la compétence de l'administrateur, assure à l'entreprise une gestion dynamique.

Il semble bien qu'il soit parfois difficile d'inculquer aux employés l'intérêt nécessaire envers l'entreprise qui les fait vivre; c'est pourtant une chose normale de s'intéresser à l'industrie, même en qualité d'employé, puisque les gains qui en découlent apportent le pain quotidien sur la table familiale. Malheureusement, la mentalité d'aujourd'hui est souvent différente. Il arrive que plusieurs font uniquement le nécessaire pour garder leur emploi. Pourtant ce sont les travailleurs qui déterminent leurs revenus, puisque ce sont eux qui font fonctionner le commerce ou l'industrie. Souvent, de leur conduite dépend le succès financier de l'entreprise. Il semble bien que le jour où l'on réussira à rendre l'ouvrier complètement responsable de son salaire et de celui de ses compagnons, on aura résolu le problème.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant écoulé.

● (1712)

[Traduction]

M. Bill Kempling (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas surpris que dans son discours de cet après-midi, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) ait choisi de ne présenter qu'un seul côté de la médaille quand il parlait des produits manufacturés. S'il a donné les chiffres des exportations pour un certain nombre d'années, il a omis de mentionner les chiffres des importations